



# Défense européenne

La lettre d'EuroDéfense-France

N°39 – Novembre 2012

Case 44-1 place Joffre, 75007 PARIS SP07- Tel/Fax 01 44 42 42 15 - E-mail : [eurodefense-france@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-france@wanadoo.fr)

Directeur de la publication : Jean-Paul Perruche - Rédacteur en chef : Françoise Lépine

## **EFFORTS DE DEFENSE 2012**

Par Renaud Bellais  
Membre d'EuroDéfense

Comme chaque année, vous trouverez dans ce numéro la feuille de synthèse sur l'analyse comparative des efforts de défense 2012 (chiffres 2011).

## **EURODEFENSE-France et le CHEAR organisent un séminaire de réflexion**

lundi 10 décembre 2012  
à l'Ecole Militaire - Amphithéâtre  
Desvalières

**TECHNOLOGIES DE  
SOVERAINETE  
QUELS EFFORTS NATIONAUX ET  
EUROPEENS ?**

Les travaux se distribueront en deux tables rondes : la première, pilotée par l'Association des Auditeurs du Centre des Hautes Etudes de l'Armement fera le point sur l'évolution de l'environnement politique et industriel autour de la question de l'indépendance technologique ; la seconde, pilotée par EURODEFENSE-France traitera plus particulièrement des dispositifs existants et futurs permettant d'assurer l'indépendance technologique au niveau national et européen.

**EuroDéfense-France Délégation**  
Commissaire- colonel Claude  
Théret -  
Marie Laure Damas

**Tél/Fax :** 01 44 42 42 15

**Adresse postale :** EuroDéfense-  
France - Case 44 - 1, place Joffre  
- 75700 PARIS SP 07

**Courriel :** [eurodefense-  
france@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-france@wanadoo.fr)

**Site internet :**  
[www.eurodefense.net](http://www.eurodefense.net)

## **EDITORIAL**

### **DE LA PAIX EN EUROPE A LA PAIX POUR L'EUROPE L'EUROPE DE LA DEFENSE A-T-ELLE UN AVENIR ?**

L'Union européenne prix Nobel de la paix ! Voilà une reconnaissance internationale des vertus de l'UE qui tranche avec le concert de critiques auquel ses Etats-membres l'ont habituée, notamment depuis la crise de l'Euro et des dettes souveraines. Ce prix représente la reconnaissance de 60 années de paix pour notre continent succédant à 3 guerres fratricides et sanglantes.

Cependant si les mérites indéniables de l'UE ont été de rendre la guerre impossible entre Européens, c'est bien l'Alliance avec les Etats-Unis qui a préservé l'Europe des conflits venant de l'extérieur et en particulier de la menace soviétique. Depuis le début des années 2000, l'UE a commencé à prendre en compte les menaces potentielles provenant de l'extérieur en se dotant de structures de gestion de crise, mais sa démarche reste hésitante. L'Europe de la défense née du traité de Nice et confirmée par le traité de Lisbonne n'est qu'un embryon contraint par des restrictions d'ambition, de structures et de moyens et qui semble végéter alors que l'évolution du contexte sécuritaire la rend de plus en plus vulnérable.

Avec le mariage raté d'EADS et de BAE, une nouvelle déception vient assombrir l'horizon d'une Europe de la défense déjà « en hibernation » (expression utilisée par le CEMA français) depuis plusieurs années et de légitimes interrogations se posent quant à son avenir ? La défense européenne a-t-elle vraiment besoin de l'Europe de la défense ? Après tout, la défense reste une prérogative des nations et la défense européenne a été bien assurée jusqu'ici dans le cadre de l'Alliance Atlantique.

Plusieurs facteurs montrent pourtant que les usages du passé ne répondent pas forcément aux exigences de l'avenir. Notre grand allié américain a déjà clairement indiqué qu'avec des priorités stratégiques différentes, il n'était plus prêt à porter l'intégralité du fardeau de la sécurité européenne ; or les nations européennes, même les plus puissantes d'entre elles, sont de moins en moins à même de couvrir la totalité des capacités nécessaires à leur défense.

Créant et protégeant ensemble leurs intérêts communs dans l'UE, il est logique que les Etats européens le fassent aussi dans le domaine de la défense. Les dernières évolutions de la gouvernance politique au sein de la zone euro montrent que c'est par plus d'intégration que les Européens deviennent plus forts.

Si le principe paraît logique, la vraie difficulté réside dans sa mise en œuvre. Chacun est à présent conscient qu'un véritable renforcement des capacités militaires européennes (surtout en période d'austérité) ne saurait se satisfaire d'une simple coordination de forces conçues nationalement et en constante réduction. Ceci vaut en particulier dans le domaine capacitaire c'est-à-dire pour l'industrie de défense. Mutualisation et partage sont la seule voie possible, mais ne seront véritablement efficaces que s'ils s'inscrivent dans un projet capacitaire global européen impliquant obligatoirement Interdépendance et partage de souveraineté. Eluder cette réalité ne peut conduire qu'à des déceptions. Si l'Europe de la Défense a un avenir, il est à ce prix. Je vous invite à venir nombreux en débattre lors du séminaire du 10 décembre organisé par EuroDéfense-France avec l'AA-CHEAR sur le thème : « technologies de souveraineté : défis nationaux ou européens ? ».

GCA (2S) Jean Paul Perruche  
Président d'EuroDéfense-France

## **La relance de l'industrie et de la recherche technologique**

### **Synthèse (11 pages) des travaux du groupe EuroDéfense-France**

#### **Schéma de la synthèse des propositions d'EuroDéfense-France**

Au cours des dernières années, la dégradation de la base industrielle et technologique et les destructions d'emplois induites sont devenues des préoccupations nationales. Des actions de soutien financier et plusieurs structures ont en conséquence été mises en place au profit de l'industrie et de la recherche technologique, mais ces efforts n'ont pas produit les effets escomptés puisque la situation de l'emploi et du commerce extérieur continue de se dégrader fortement. Ce douloureux constat amène à rappeler que les meilleures idées resteront sans effets durables tant que quatre actions structurantes ne seront pas conduites pour corriger les causes profondes du déclin industriel, notamment celui du secteur manufacturier, ce sont :

- la définition d'une stratégie industrielle nationale de long terme répondant d'abord à nos intérêts, mais également capable de s'inscrire dans une politique européenne,
- la revalorisation du travail, des entreprises et de l'artisanat,
- la revalorisation de l'enseignement scientifique et technique, ainsi que l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'industrie et de l'artisanat,
- la mise en place d'une stratégie unifiée de relance de la recherche technologique au profit de l'industrie.

#### **I Propositions pour la relance de l'industrie**

##### **Proposition 1 : Définir les grands objectifs d'une politique industrielle**

La mise en œuvre de ces trois propositions relève de la responsabilité de l'Etat.

##### **Proposition 2 : Revaloriser le travail ainsi que les entreprises industrielles et artisanales**

##### **Proposition 3 : Promouvoir l'enseignement scientifique, technique et professionnel ainsi que l'insertion professionnelle.**

##### **Proposition 4 : Favoriser la création et le développement des entreprises afin de créer des emplois**

##### **Proposition 5 : Mieux ancrer les entreprises industrielles sur le sol national (ou au moins en Europe)**

##### **Proposition 6 : Maintenir les compétences et les capacités dans toute la chaîne de création de valeur**

##### **Proposition 7 : Organiser le soutien à l'exportation au niveau national**

#### **II Propositions pour la relance de la recherche technologique**

Toutes les propositions pour la relance de la R&T relèvent de la compétence de l'Etat, en concertation avec les centres de recherche technologique, les laboratoires spécialisés et l'industrie.

##### **Proposition 1 : Conforter le rôle de la R&T**

##### **Proposition 2 : Renforcer le financement de la R&T**

##### **Proposition 3 : Développer une réflexion concertée sur la préparation de l'avenir**

*Le texte complet de ce rapport est disponible au secrétariat de l'association*

## **Planification des Activités du réseau EURODEFENSE 2012 - 2014**

#### **Conseil des Présidents :**

- 2013/1, EuroDéfense-France (« Conseil de printemps »)
- 2013/2, EuroDéfense-Nederland (« Conseil d'automne »)
- 2014, EuroDéfense-Grèce (« Conseil de printemps »)

#### **Rencontres Internationales EURODEFENSE :**

- 2013, NÉANT
- 2014, EuroDéfense-Deutschland

#### **Rencontre EURODEFENSE des Jeunes Européens (activité en principe biennale)**

- 2013, EuroDéfense-Portugal et España (organisation conjointe - Madrid)<sup>1</sup>

#### **Rendez-vous EuroDéfense-France**

- 28 novembre 2012 : petit-déjeuner autour de Maxime Lefebvre
- 10 décembre 2011 matin : Réunion du Conseil EuroDéfense-France
- 10 décembre 2012 après midi : colloque Commission « industrie »
- Mars 2013 : Assemblée générale annuelle et Conseil EuroDéfense-France

## **Participation de nos membres à un forum**

Jean Rannou, ancien Président d'EuroDéfense-France, est allé à Vienne le 10 octobre participer au 6<sup>ème</sup> « Arab-Austrian Economic Forum » intitulé « Sudan, South Sudan & Europe : Prospects of cooperation for regional peace and development » à l'invitation de Werner Fasslabend, Eurodéfense Austria, président de l'Académie politique du parti du peuple, président d'AIES et organisateur de l'évènement qui rassemblait plusieurs centaines de personnes dont une dizaine de ministres.

## **Bilan de l'opération EuroDéfense à EuroSatory 2012**

EuroDéfense-France a animé un stand EURODEFENSE au salon EuroSatory 2012. Le bilan de cette opération peut être résumé ainsi :

**Les objectifs** de l'opération étaient les suivants

- recruter de nouveaux membres, personnes morales et personnes physiques
- rappeler les enjeux de la construction européenne de défense, notamment au plan industriel
- augmenter la notoriété du réseau EURODEFENSE, et plus spécialement d'EuroDéfense-France

On peut considérer en 1<sup>ère</sup> approche que ces trois objectifs ont été relativement bien atteints. le bilan s'établit comme suit : 6 Sociétés d'importance certaine ont été contactées. **L'adhésion de 2 d'entre elles est acquise au niveau de leurs Présidents, celle de 2 autres est assez probable, en tous cas possible, celle des 2 dernières beaucoup plus incertaine. Il y a lieu toutefois de finaliser les promesses et les ouvertures en relançant au plus vite les contacts établis afin de concrétiser les adhésions.**

En ce qui concerne le premier objectif, les personnes physiques, de nombreux visiteurs approchés se sont montrés intéressés. Plusieurs étudiants sont venus d'eux-même demander des informations sur le stand. Il y a lieu d'attendre le retour éventuel du bulletin d'adhésion qui leur a été remis systématiquement en accompagnement de la documentation EuroDéfense-France... Relances éventuelles à faire au cas par cas, en s'appuyant sur le cahier des visiteurs du stand.

Il est difficile de mesurer l'impact de l'opération sur les deux autres objectifs. Il est cependant indéniable qu'il est non négligeable et que le message EuroDéfense a été passé à de nombreuses personnalités, notamment à l'occasion des rencontres au chalet du Président du GICAT, y compris auprès de Claude-France Arnould, Directrice de l'Agence Européenne de Défense.

### **Modalités de l'opération**

**Un Stand** de 9 m2, situé sur un important axe de passage, a été réalisé dans des conditions financières exceptionnellement modiques, le GICAT—COGES ayant mis gratuitement le stand et son équipement à notre disposition.

Seule la décoration était à la charge d'EuroDéfense-France et Solène Guével l'a assumée remarquablement, là encore à peu de frais. La décoration reposait sur 2 kakémonos, un panneau photo et un montage vidéo, diffusé en boucle sur un moniteur TV.

Tous ces éléments décoratifs peuvent être réutilisés et il semble tout-à-fait opportun d'en faire un large usage dans nos diverses activités, notamment colloques et petits dejeuners. Cela pourrait également servir d'exemple auprès des autres EuroDéfense, comme l'Amiral Herteleer, Président d'EuroDéfense-Belgium, a pu s'en rendre compte lors de sa visite sur le stand

### **l'animation du stand**

Le stand a été animé pendant les 5 jours du salon par une équipe de 2 ou 3 personnes parmi le groupe de travail constitué pour monter l'opération : Solène Guével, Gilles Combarieu, Françoise Lépine, Jean-François David, Jean-Marie Dedeyan, Aurélien Séguin, Jean Guinard avec l'aide logistique de Claude Théret et de Marie-Laure Damas. Jean Novacq n'a pu en définitive participer au salon, pour raison de santé.

La documentation mise à disposition comportait essentiellement la Lettre ED-Fr n°38, spéciale EuroSatory, le nouveau tryptique EURODEFENSE, le rapport du GT Technologie du Gal Rannou, la comparaison des efforts de défense en Europe, ainsi que quelques autres documents.

### **Participation aux conférences organisées sur le salon**

Grace à l'intervention de Renaud Bellais, le Général Perruche a pu intervenir dans une table ronde relative aux relations Franco-Britanniques et passer de la sorte les messages EuroDéfense aux nombreux auditeurs.

### **Publications**

Le journal « EuroSatory Daily » du 1<sup>er</sup> jour de l'exposition comportait l'article de présentation du stand EuroDéfense, mais le point des articles EuroDéfense-France publiés à l'occasion du salon reste à faire.

A signaler la présentation d'EURODEFENSE dans le catalogue de l'exposition, distribué à chacune des quelques 1400 sociétés exposantes et en libre service pour les milliers de visiteurs du salon

### **Conclusion**

Une opération intéressante et certainement bénéfique en terme d'image, compte tenu du rassemblement exceptionnel de personnalités militaires, industrielles et politiques sur un tel salon. Une opération payante en terme de recrutement de nouveaux membres, individuels ou personnes morales.

Donc, une opération à renouveler.

**Général(2s) Jacques Favin Lévêque**  
**Membre du Bureau en charge de l'opération EuroSatory**

**Rencontres Internationales EURODEFENSE 2012**

- MADRID - 19 au 21 septembre 2012 -

Dans la suite des réunions annuelles organisées depuis 1995, les XVIII<sup>e</sup> Rencontres Internationales EURODEFENSE (RIE) se sont tenues, comme prévu, à Madrid, au Centre des études supérieures de la Défense Nationale (CESEDEN), du 19 septembre après-midi au 21 septembre à midi. Préparées de longue date par EuroDéfense-España, avec le soutien efficace à la fois du CESEDEN dirigé par le général Alfonso de la Rosa, et de la Confédération espagnole des organisations d'entrepreneurs (CEOE) présidé par Mr. Juan Rosell, ces Rencontres se sont articulées, de façon maintenant habituelle, en deux parties : session plénière ouverte aux invités sur la journée complète du jeudi 20, et travaux internes du réseau (réunions des groupes de travail et du Conseil des présidents) sur les deux autres demi-journées.

A l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Luxembourg et de la Roumanie, toutes les associations nationales étaient représentées avec, au total, une cinquantaine de délégués dont treize français, sans compter les conjoints. Marqués en fond de tableau par la présence et la manifestation d'intérêt de nombreuses autorités militaires de haut niveau et de personnalités des mondes politique, diplomatique et industriel, les travaux conduits sur le thème général « *L'Europe de la Défense – La crise et l'avenir* » ont été particulièrement riches, aussi bien en réunions internes qu'en session plénière.

La première demi-journée a été consacrée à la réunion de six « ateliers » chargés de faire le point des travaux sur les thèmes retenus par le Conseil des présidents lors de sa dernière réunion en juin à Bucarest, dans la suite des travaux menés à Bruxelles en octobre 2011. Ces six groupes ont ainsi pu tenir une réunion effective, occasion unique annuelle pour les membres de se rencontrer physiquement en complément des échanges par internet.

Pour deux d'entre eux, il s'agissait de finaliser les documents à soumettre à l'approbation du Conseil pour une expédition aux autorités européennes. Un projet de lettre à Mr. Van Rompuy, président du Conseil européen, proposé par le *GTE 16-Développement de la PSDC*, a ainsi été approuvé par les présidents sous réserve de quelques modifications. Il en a été de même pour le rapport proposé par EuroDéfense-France sur les « *Structures de planification et de conduite des opérations de l'Union européenne* ».

Les quatre autres thèmes étudiés en atelier – « *Révolutions arabes et défense et sécurité de l'Europe* » – « *Budget européen de défense - MEED-BITD* » – « *Cybersécurité* » et « *Site internet* » – ont chacun fait l'objet d'un point de situation présenté au Conseil qui, après approbation, a décidé la poursuite de ces études dans le cadre du cycle 2012-2013.

La session plénière a réuni, outre les délégués EURODEFENSE, près de trois cents invités, espagnols et internationaux, des milieux ministériel, diplomatique, militaire et industriel. Après les mots d'accueil du général Alfonso de la Rosa, directeur du CESEDEN et de Mr. Arturo Fernandez, président d'ED-España, la session a été ouverte par Mr Pedro Morenés, représentant le ministre de la défense. Présentant l'analyse de l'état actuel de la PSDC, Mr. Morenés a souligné la volonté de l'Espagne d'en être un acteur à part entière.

Articulée ensuite en trois tables rondes – « *l'industrie de défense* », « *L'Europe de la défense et la crise* », « *la sécurité globale* » – la session a donné lieu à des interventions très intéressantes qui ont suscité de larges débats sur le rôle de l'Union européenne, l'avenir des relations OTAN-UE et la cyber-sécurité. Cependant, les interventions des représentants des industriels de défense ont malheureusement montré qu'ils étaient loin d'être prêts à coopérer à la construction d'une industrie européenne de défense.

En clôture de la session, l'intervention de Mr. Santiago Cabanas, directeur général de la politique extérieure au Ministère des affaires étrangères, a suscité un grand nombre de questions auxquelles il a répondu de façon très directe. Au total, il a indiqué clairement comment l'Espagne envisageait le développement de la PSDC dans le contexte actuel, et sa volonté d'y tenir sa place en dépit des difficultés économiques.

Les « actes » de l'ensemble de ces interventions sont en cours de constitution par ED-España avant d'être introduits sur son site internet.

De part et d'autre de la session plénière des RIE, les présidents ont tenu les réunions de leur deuxième Conseil de l'année 2012. Outre des décisions relatives aux travaux évoquées ci-dessus, ils y ont débattu du fonctionnement et de l'extension du réseau et de la planification des activités.

Après confirmation de la poursuite des contacts avec la Lituanie et la Pologne déjà approuvée à Bucarest, le Conseil a donné son accord à une extension possible vers Chypre et la Finlande. Après audition du Secrétaire général de l'Association interparlementaire européenne de défense et de sécurité (AESD), il a également confirmé son accord pour la mise en place et le développement d'un partenariat avec cette association.

Par ailleurs, dans la suite des discussions tenues à Bucarest, la planification des activités a de nouveau donné lieu à un débat. Pour 2013, ED-France et ED-España et Portugal ont confirmé qu'elles organisaient respectivement le Conseil de printemps à Paris et la Rencontre des Jeunes à Madrid. Mais, compte tenu des difficultés rencontrées actuellement par les associations pour financer les activités, il a été décidé de supprimer les Rencontres internationales EURODEFENSE (RIE) en 2013 ; la réunion d'automne du Conseil est en revanche maintenue, probablement organisée par ED-Nederland. En 2014, les RIE pourraient être organisées par ED-Deutschland et le Conseil de printemps par ED-Grèce. La planification rapprochée des activités semble donc arrêtée, mais elle devra être confirmée et la planification post-2014 reste en question.

Suite page 5

## Rencontres International es EURO DEFENSE 2012

Suite de la page 4

En marge des RIE, les Présidents, réunis pour le deuxième Conseil de l'année 2012, ont bénéficié, au Palais de Zarzuela d'une audience du Roi Juan Carlos qui a exprimé son intérêt pour EURO-DEFENSE, et son soutien à ses travaux. En outre, comme la tradition s'en est maintenant établie, les séances de travail ont été complétées par des moments très conviviaux avec les conjoints, notamment une réception à la mairie du District de Madrid et un dîner de gala dans le site magnifique de l'Opéra de Madrid ; l'importance de ces moments ne doit pas être négligée ; ils permettent en effet de développer des liens d'amitié personnelle entre Européens, gage de la pérennité des actions d'EURODEFENSE au-delà des inévitables difficultés de la construction européenne.

Ainsi, remarquablement et généreusement organisées par EuroDéfense-España, les RIE 2012 ont atteint leur double but : débats riches et productifs des séances de travail, et développement de la solidarité du réseau par un climat amical et convivial. Elles ont ainsi confirmé le caractère irremplaçable de ce rendez-vous annuel.

Le rendez-vous 2013 étant supprimé, espérons nous retrouver en 2014 en Allemagne pour les XIX<sup>e</sup> Rencontres Internationales EURODEFENSE !

## Commission de politique générale

Guillaume Tissier, *Directeur à la Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique*, a traité du *cyber espace, enjeu de puissance*.

Il l'a défini comme un nouveau média qui permet l'interconnexion informationnelle des êtres vivants et des machines. Ce système est en pénétration croissante<sup>1</sup> avec l'environnement physique et humain ; il comprend 3 couches : celle des infrastructures qui intègre les communications sans fil et hertziennes, celle des logiciels et celle des idées qui circulent sur les réseaux.

Dans cet espace, la domination territoriale et donc la défense sont différentes, les attaques peuvent être masquées, survenir avec un effet de surprise et ne coûtent pas cher ; on distingue difficilement le domaine militaire du domaine civil.

Le cyber espace est devenu un terrain d'affrontement, de guerre psychologique, mais aussi de renseignement et d'informatique, avec la possibilité de perturber, voire de paralyser, les systèmes de l'adversaire, c'est à dire ses capacités d'action.

Les critères de puissance concernent :

- les infrastructures,
- les capacités scientifiques et techniques,
- la sécurité et la gouvernance des réseaux,
- la cyber défense (ou cyber power) : les capacités défensives mais aussi offensives pour s'adapter aux menaces, mais la légitime défense numérique se conçoit difficilement.

Le cadre juridique est contraint, les règles d'emploi sont compliquées à imaginer et les pratiques stratégiques sont pour une large part inapplicables. Pour qu'il y ait dissuasion, il faut que l'on puisse attribuer une attaque ; le concept de destruction mutuelle qui est au cœur de la dissuasion ne s'applique pas au cyber espace.

Guillaume Tissier a ensuite passé en revue les doctrines en vigueur aux Etats-Unis, qui ont la vision d'un internet libre et universel, alors qu'en Chine et en Russie, on est partisan de plusieurs internets souverains et contrôlés.

De toute manière, il s'agit d'un champ d'investissement et de développement considérables.

--0--

Le sujet traité par Dominique Moïsi, *Universitaire et Editoraliste*, était : *le conflit israélo-palestinien à l'heure de la révolution arabe*.

Revenant d'Israël, ce dernier a d'abord souligné le contraste existant entre une situation en plein bouleversement, celle du monde arabe, et une situation en Israël qui apparaît comme totalement gelée<sup>1</sup>.

Par ailleurs, à l'instar de la Révolution française qui peut être estimée close à la chute de Robespierre, à l'avènement de Bonaparte ou bien encore à celui de la III<sup>e</sup> République en 1876. Cette révolution n'a que quelques mois et, vue de Jérusalem cela justifie l'immobilisme, vue de Ramallah ou de Gaza cette elle n'en est qu'à ses balbutiements.

Ce qui frappe l'orateur, c'est l'éloignement toujours plus grand des positions israéliennes et palestiniennes. A l'autisme des Israéliens qui comptent sur leur prospérité et leur supériorité technologique, répond une humiliation et une radicalisation des Palestiniens qui ne veulent plus des Israéliens en Palestine et comptent sur le temps pour l'emporter.

La création de multiples colonies de peuplement en Cisjordanie rend toute négociation de paix extraordinairement difficile. Le raisonnement israélien consiste à dire : « plus le monde bouge autour de nous, plus il est urgent de ne rien faire, la situation est trop complexe, trop incertaine ». De plus, l'Autorité palestinienne n'est plus représentative, puisque le Hamas l'a battue aux dernières élections, et le Hamas n'est pas un interlocuteur valable, puisque c'est une organisation terroriste.

Les Américains ont renoncé à faire quoi que ce soit jusqu'aux prochaines élections.

Les Européens n'ont ni les moyens, ni la volonté de s'intégrer au processus. La France, l'Europe ne peuvent à la fois sauver la Grèce, l'Egypte, la Tunisie, et s'impliquer massivement dans le conflit.

Du désespoir naît le radicalisme et on ne peut exclure une troisième intifada.

Et pour conclure, Dominique Moïsi indique : « Pour qu'un jour on puisse progresser vers la voie de la paix, il est indispensable que le monde israélien transcende la Shoah et que le monde palestinien l'intègre. Au fond, il faut comprendre la souffrance de l'autre et pour ce faire, il faut dépasser sa propre souffrance : c'est l'importance du regard sur l'autre, de l'altérité. En termes psychanalytiques, on peut parfois se demander si Israël ne se comporte pas comme un enfant abusé qui, lui-même, tire de sa souffrance une sorte de fermeture à la souffrance de l'autre. J'ai tellement souffert que je ne vois pas les souffrances que j'inflige ».

Jean-Didier Blanchet

**Premier Conseil 2012 des Présidents des associations EuroDéfense  
BUCAREST – 19 et 20 juin 2012 –**

Le « Conseil de Printemps » EURODEFENSE, organisé pour la première fois par EuroDéfense-Romania, a réuni les Présidents des associations du réseau à Bucarest les 19 et 20 juin. L'incertitude du contexte politique roumain du moment, jointe à l'ambiance générale de crise économique, avait quelque peu compliqué le dialogue d'Eurodéfense-Romania avec ses autorités nationales, retardant ainsi les décisions d'organisation de cette rencontre. Aussi les dates n'en ont-elles été arrêtées que fin avril, ce choix tardif étant incompatible avec les engagements antérieurs de six des présidents - Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni – dont l'absence a été vivement regrettée.

Accueillis très chaleureusement à l'hôtel Marshal Garden, en centre ville, par une délégation roumaine constituée à la fois de personnalités et de jeunes, les présidents ne l'ont quitté qu'une fois pour un déplacement au Palais de la Présidence. Avant de tenir là la première session du Conseil, ils y ont rencontré Mr Iulian Fota, « conseiller défense » du Président de la République ; celui-ci, après un exposé initial sur la vision roumaine des questions de défense et de sécurité, a répondu à leurs questions pour préciser la façon dont son pays envisageait la mise en œuvre de la PSDC.

A l'issue de cette rencontre, les séances de travail du Conseil se sont succédées. Les débats généraux ont porté sur l'avenir de la PSDC, compte tenu notamment des « Printemps arabes » et de la situation en Afrique sahélienne, et sur les évolutions récentes de l'UE et de l'Eurozone et de leurs conséquences pour l'Europe de la Défense.

Parlant de l'avenir du réseau dans le contexte difficile de la crise économique et financière, les présidents ont convenu de la nécessité de développer la *notoriété* d'EURODEFENSE en exploitant ses travaux, et en améliorant sa visibilité. Les travaux du réseau, dont la qualité est reconnue par les « experts », doivent être mieux portés à la connaissance des autorités par une diffusion adaptée et par le développement de partenariats, comme par exemple avec l'Association interparlementaire européenne de sécurité et de défense - AESD. Ce partenariat peut d'ailleurs favoriser l'extension du réseau à la totalité des pays membres de l'Union, ce qui reste un objectif permanent ; des contacts sont actuellement en cours avec la Lituanie et la Pologne et pourraient se conclure assez rapidement par leurs adhésions. Enfin, l'amélioration de la visibilité du réseau passe également par le développement de son site internet, développement en cours par la mise en place d'une organisation s'appuyant sur les sites des associations nationales mais ralenti par le manque de moyens.

S'agissant des travaux, le Conseil a noté les réponses intéressées du Secrétaire général du Service européen d'action extérieure et du cabinet du Président de la Commission européenne au document adressé en décembre 2011 aux autorités européennes sur « *Futurs possibles et capacités* » (GTE 14). Pour les travaux en cours, le Conseil a approuvé les rapports d'étape et les propositions de poursuite des études du GTE 11bis – *Révolutions arabes et défense et sécurité de l'Europe* – et du groupe « *Budget européen de défense- MEED-BITD* » ; il a demandé à ED-France de préparer, en vue d'une approbation à Madrid par le prochain Conseil, la version finale des documents « *Développement de la PSDC* » (GTE 16) et « *Structures de planification et de conduite des opérations de l'UE* ». Il a également demandé à ED-UK de lancer au plus tôt les travaux décidés à la réunion de Bruxelles sur la « *Cyber-sécurité* » (GTE 17). En revanche, tout en reconnaissant la qualité du rapport présenté par ED-France sur les « *Relations UE-Russie en matière de défense* », il a décidé de repousser son exploitation à une période ultérieure.

Dans le contexte général des contraintes budgétaires et des difficultés afférentes d'organisation des activités, le Conseil n'a pris aucune nouvelle décision en matière de planification. Il a été décidé que ce sujet serait discuté en septembre à la réunion de Madrid.

Dans la perspective de cette prochaine réunion, ED-España a présenté les grandes lignes du programme des XVIII<sup>e</sup> RIE qui se dérouleront du 19 au 21 septembre 2012 au Centre d'études supérieures de la Défense Nationale sur le thème général « *L'Europe de la défense – La crise et l'avenir* » (cf article page 4).

En complément des séances de travail, ED-Romania a convié tous les participants, et les conjoints présents, à un dîner amical avec un certain nombre de personnalités politiques, diplomatiques et militaires. Ce repas a permis, à travers des échanges à la fois chaleureux et directs sur l'avenir de l'Europe, la construction de l'UE et le développement de la PSDC, de sentir la volonté des Roumains de s'affirmer citoyens européens à part entière.

En conclusion, EuroDéfense-Romania a réussi, en dépit de décisions tardives malheureusement sanctionnées par l'absence de 6 associations nationales, l'organisation de « son » premier Conseil des présidents. Certes réduite pratiquement aux séances de travail, cette réunion n'en a pas moins permis, à travers des débats fructueux, d'assurer la continuité des échanges amicaux et des travaux entre les associations nationales ; elle a ainsi contribué au maintien de la vitalité du réseau EURODEFENSE.

**EuroDéfense-France - Délégation** : Commissaire- colonel Claude Théret - Marie Laure Damas

**Tél/Fax** : 01 44 42 42 15

**Adresse postale** : EuroDéfense-France - Case 44 - 1, place Joffre - 75700 PARIS SP 07

**Courriel** : [eurodefense-france@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-france@wanadoo.fr)



## Efforts de défense 2012 – Points à retenir

L'année 2011 marque sans doute un point d'inflexion dans les dépenses militaires. Contrairement à ce que nous aurions pu envisager l'année dernière il n'y a pas de baisse des dépenses militaires mondiales en raison de la crise économique. Le rythme de croissance s'est certes ralenti, mais les dépenses continuent à progresser. La progression est particulièrement nette en Asie de l'Est et au Moyen-Orient.

Ceci rend la contraction du poids relatif de l'Europe dans l'effort mondial de défense d'autant plus significative. Quand le monde s'arme et que l'instabilité géopolitique s'accroît, la baisse relative des dépenses européennes de défense pose questions quant à la capacité et à la volonté de l'Union européenne comme de ses États-membres de jouer leur rôle dans le concert des nations.

Ceci conduit à s'interroger sur la capacité des pays européens membres de l'OTAN de pouvoir assumer leurs engagements auprès de leurs alliés. En dehors du Royaume-Uni (avec un effort de défense de 2,63%), aujourd'hui aucun pays majeur en Europe n'investit au moins 2% de son PIB dans la défense, ce qui reste le niveau d'effort souhaité par l'Alliance.

Les opérations en Lybie ont montré les limites de moyens trop contraints sur la capacité à conduire des opérations. Ceci se double d'un éparpillement persistant des efforts de défense entre pays européens qui atteint les limites du soutenable. Quelle efficacité pouvons-nous alors attendre d'un effort de 364 euros par an et par habitant au sein de l'Union européenne quand nos alliés américains dépensent quelque 1844 euros de leur côté ?

De plus, les pays européens se distinguent du reste du monde par le fait que les premiers signes d'impact de la crise économique et budgétaire soient perceptibles sur leurs efforts de défense. La tendance baissière se confirmera sans doute dans les dépenses d'équipement à partir de 2012 avec une amplification dans les années qui suivront si les importantes réductions budgétaires annoncées depuis deux ans ou prévisibles au regard de la situation actuelle des finances publiques se concrétisent. La période 2012-2017 va être difficile pour l'investissement de défense.

Un effet de cliquet est à craindre : les baisses à venir pourraient conduire non pas à une réduction conjoncturelle des dépenses militaires, mais à une baisse structurelle. Il est possible que les budgets se stabilisent durablement à un niveau d'effort 20 à 30% inférieur au niveau de la décennie passée.

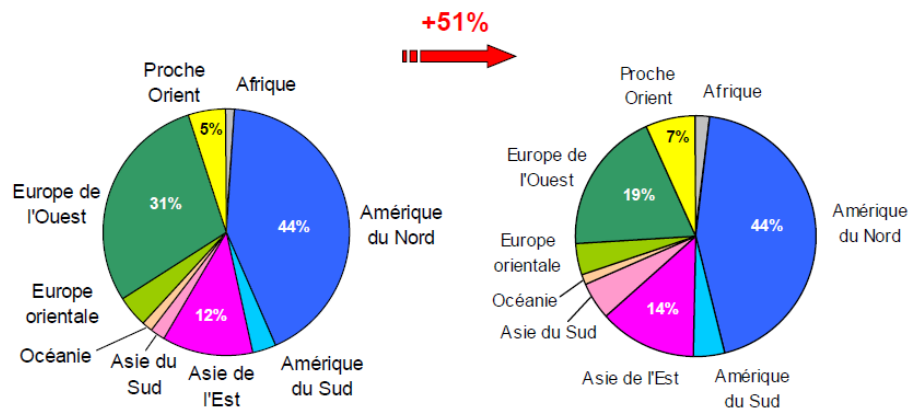
Une telle évolution rend d'autant plus cruciale une mutualisation des efforts en Europe pour accroître l'efficacité de la dépense

### Dépenses militaires mondiales de 1996 à 2011

(dollars constants 2010, taux de change de marché)

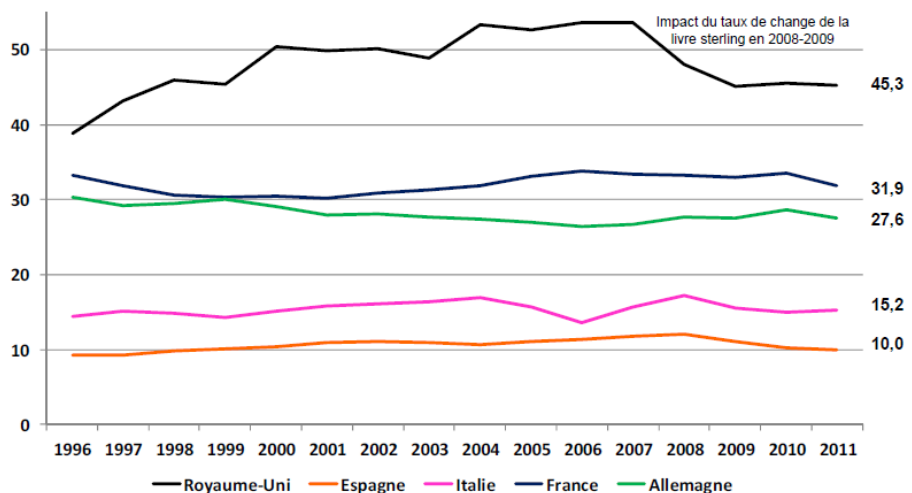
1996 : 1080 milliards de dollars

2011 : 1634 milliards de dollars



### Évolution de l'effort de défense

(format V2 hors pensions, milliards d'euros constants 2012)



et la capacité de déploiement des armées européennes. Ici encore, les leçons des opérations en Libye en sont une parfaite illustration. Ceci ne doit cependant pas se faire dans une logique de pauvreté, en partageant la misère, mais en prenant une perspective de long terme dans laquelle la capacité de déploiement s'associe à la préservation de l'autonomie stratégique de l'Europe.

Il est aussi important de ne pas se tromper dans la lecture des indicateurs. Ainsi les dépenses d'équipement par militaire vont mécaniquement croître, mais elles restent faibles en valeur absolue en Europe et avec des écarts très significatifs entre pays, même parmi les plus importants.

Cette situation va certainement conduire, en période de disette budgétaire, à un changement radical des modèles d'armée. La période est donc périlleuse et appelle des réflexions pour proposer des solutions innovantes à

l'échelle tant nationale qu'européenne. Les débats sur le Pooling & Sharing de l'Agence Européenne de Défense et sur la Smart Defence de l'OTAN seront donc à suivre avec la plus grande attention.

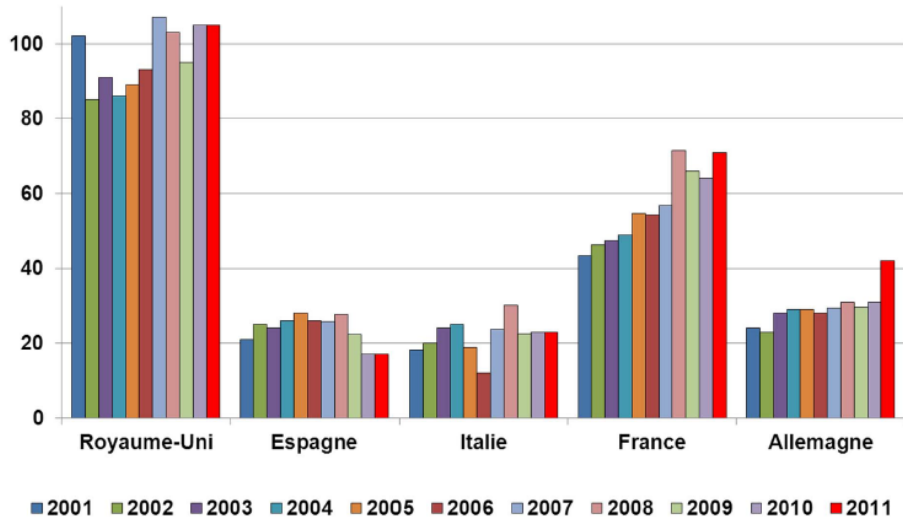
Face à cette situation, l'accroissement des ventes à l'international peut constituer une solution. Cependant ceci ne saurait se substituer à une réflexion sur de nouveaux fondements pour une politique industrielle de défense. D'une part, l'amélioration des échanges transatlantiques ne reflète que l'intégration croissante entre les bases industrielles britannique et américaine, liée en particulier aux opérations en Irak et en Afghanistan ainsi qu'au programme F35.

D'autre part, la contraction des dépenses concerne simultanément tous les grands pays producteurs, ce qui ne peut que conduire leurs industries à rechercher sur les marchés internationaux le plan de charges qui ne leur est plus fourni par les budgets nationaux. Cette évolution du marché est déjà perceptible avec la mise en œuvre d'une stratégie d'exportation beaucoup plus agressive des entreprises américaines, qui conduira sans aucun doute à une concurrence de même intensité que celle des années 1990.

La préservation de l'autonomie stratégique de l'Europe devra donc trouver ses fondements en Europe et non ailleurs. La réponse à la crise n'est pas un repli national mais plus d'Europe de la défense.

## Dépenses d'équipement rapportées aux effectifs

(Format OTAN, en milliers d'euros par militaire)



## Union européenne / États-Unis, échanges commerciaux de matériel militaire

(en millions de dollars)

